

E 2001 (E) 2/560

*La Division des Affaires étrangères du Département politique¹,
aux Légations et Consulats généraux de Suisse à l'étranger*

EG *Confidentiel*

Berne, 28 août 1942

Nous avons l'honneur de vous communiquer, ci-après, des renseignements sur la situation monétaire et financière en Suisse qui nous ont été fournis par la Banque Nationale Suisse (mi-août 1942).

La seconde semaine d'août a été marquée par un événement important sur le marché de l'or. En effet, la Banque nationale a décidé de suspendre provisoirement ses ventes d'or en lingots aux Etablissements financiers suisses – elle con-

1. *La circulaire est signée par P. Bonna. Cf. aussi E 2001 (D) 2/29.*



tinuera en revanche à céder de l'or pour les besoins de l'industrie – et de ne vendre qu'à sa convenance des pièces d'or.

La portée de cette mesure et les échos qu'elle a eus à l'étranger ont été tels qu'il nous paraît nécessaire d'en préciser les motifs, non sans avoir relevé tout d'abord qu'elle n'affecte en rien la valeur de notre franc. La Banque nationale maintient ses prix d'achat et de vente d'or dans ses relations avec les banques d'émission étrangères.

Alors que certains économistes, à l'étranger surtout, s'efforcent de minimiser l'importance et le rôle de l'or dans l'économie mondiale future, force est de constater que le métal jaune joue son rôle dans les paiements internationaux; ce rôle a gagné en importance depuis que le dollar ne peut plus être traité librement en raison des mesures de blocage prises par les Etats-Unis².

La Suisse est le seul pays, si ce n'est au monde, en tout cas en Europe, où le commerce de l'or ne soit pas strictement réservé à la banque centrale ou à l'Etat. Chez nous le commerce de l'or était absolument libre jusqu'à ces derniers jours et l'achat comme la vente, l'importation et l'exportation de métal monnayé et en lingots pour des buts industriels, l'arbitrage ou la thésaurisation n'étaient entravés par aucune mesure restrictive. Faisons toutefois ressortir immédiatement, en ce qui concerne les changements qui viennent d'intervenir dans le commerce de l'or, que ceux-ci ne sont pas le résultat de dispositions légales, mais qu'ils proviennent d'une entente libre entre la Banque nationale et les établissements financiers.

Il faut tenir compte du fait que la guerre a profondément modifié les conditions sur le marché international de l'or et, depuis que le dollar ne sert plus de moyen international de paiement, que les réserves métalliques des banques d'émission ont repris toute leur importance pour les règlements internationaux. Pour la Suisse, ainsi que nous l'avons relevé plus haut, l'or de la Banque nationale n'a cessé de jouer un rôle primordial pour l'achat et le paiement des frais de transport des marchandises importées, car, il n'est pas inutile de le savoir, les pays tels que la Roumanie, la Hongrie, la Turquie, le Portugal, l'Espagne et d'autres encore exigent partiellement le règlement en or de leurs livraisons et services.

Il faut relever en outre que certaines banques centrales étrangères disposent en Suisse d'avoirs très considérables qui proviennent du règlement des excédents d'importations ou qui ont été créés expressément comme réserve monétaire par ces établissements confiants dans la solidité de notre franc. Ces avoirs à vue constituent en quelque sorte une hypothèque sur nos réserves métalliques, car la Banque nationale peut être appelée en tout temps à les rembourser en or, d'où la nécessité de pouvoir disposer à l'intérieur du pays d'un stock important de métal jaune.

A ce propos, il convient de se souvenir qu'à la suite des mesures d'embargo prises par l'Amérique à l'égard des avoirs en or et des devises déposés aux Etats-Unis par les pays d'Europe, la Suisse s'est précisément trouvée réduite pour ses règlements internationaux aux réserves métalliques dont elle dispose

2. Cf. N° 81 et table méthodique: 2.7. Etats-Unis d'Amérique.

chez elle³. En effet, les Etats-Unis se sont refusés jusqu'ici à exécuter les ordres de transfert d'or en faveur d'autres pays, même en faveur de pays neutres.

Ces différentes circonstances, ainsi que la thésaurisation de l'or ont provoqué une demande toujours plus forte de métal jaune en Suisse. Au cours de ces 12 derniers mois, la Banque nationale a cédé sur le marché intérieur d'importantes quantités d'or compensées, il est vrai, par une augmentation de nos réserves bloquées à l'étranger et par des envois d'or de pays européens. Néanmoins, il en est résulté à l'intérieur du pays une certaine diminution des réserves métalliques de notre institut d'émission.

Toutes ces raisons, mais aussi le souci de ne recourir à la protection de mesures législatives qu'en cas de nécessité absolue, ont engagé la Banque nationale à chercher avec les banques, pour lesquelles le trafic de l'or est actuellement une source de bénéfices intéressants, les voies et les moyens qui permettraient de porter remède à ces abus, tout en sauvegardant le principe de la liberté du commerce de l'or en Suisse. Comme ce fut déjà le cas dans d'autres circonstances, la Banque nationale a rencontré de la compréhension de la part des établissements principalement intéressés au trafic de l'or et, à la suite de délibérations engagées⁴, l'Association suisse des banquiers a pu adresser aux établissements affiliés une circulaire dont nous reproduisons ci-après l'essentiel:

«Le Conseil d'administration de notre Association a décidé de vous donner les directives suivantes en vous recommandant expressément de les appliquer strictement:

1) *Trafic de l'or en barres:*

Les banques ne doivent pas effectuer de transactions à un prix dépassant Fr. 4970.- par kilogramme d'or fin. La Banque nationale, de son côté, ne livrera de l'or en barres que pour des buts servant exclusivement aux intérêts de l'économie suisse.

(A titre d'orientation, notons que le prix de vente de l'or de la Banque nationale correspondant à la parité sur la base d'une dévaluation de 30% est de 4920.63 Fr.)⁵

2) *Trafic des monnaies d'or:*

A. En ce qui concerne l'or monnayé en Suisse, c'est-à-dire les pièces désignées comme Vreneli (pièces de Fr. 20.-) et demi-Vreneli (pièces de Fr. 10.-), la Banque nationale est disposée comme par le passé, cependant sans aucun engagement définitif de sa part, à livrer de temps en temps certains montants de ses dépôts afin de régler le marché.

Les banques devront s'abstenir d'effectuer les opérations suivantes avec des monnaies d'or (Vreneli):

a) Exportation,

3. Sur la répartition géographique des réserves monétaires de la BNS dès juin 1941, cf. la lettre de la BNS du 13 juillet 1943, E 2001 (E) 2/629.

4. Cf. le procès-verbal reproduit en annexe au présent document et la circulaire (non reproduite) du 14 août 1942 de l'ASB.

5. Sur la dévaluation de 1936, cf. DDS, vol. 11, N° 297.

b) Placement et remise à des titulaires d'avoires étrangers bloqués en Suisse⁶,

c) Remise à des tiers, pour autant qu'il est connu ou qu'il y a lieu de supposer que l'acheteur est directement ou indirectement un étranger non domicilié en Suisse.

B. Le trafic en monnaie d'or étrangère n'est en principe pas soumis à des restrictions. Toutefois, il est désirable de s'abstenir, dans la mesure du possible, d'exporter de telles monnaies d'or.»

Comme il est dit au début de ce rapport, la Banque nationale a suspendu provisoirement ses ventes de pièces d'or aux banques suisses; cela devait fatalement entraîner une hausse du prix de ces pièces. Il faut espérer que le marché des pièces d'or, grâce à l'arrangement dont il est question plus haut, se normalisera le plus rapidement possible, afin que l'on puisse éviter de prendre des mesures draconiennes.

La situation de la Banque nationale a subi les modifications suivantes:

	15 juillet	31 juillet	15 août
	(en millions de francs)		
Or	3439.50	3463.70	3469.70
Devises:			
pouvant servir de couverture,	112.—	99.—	100.20
autres	7.10	8.40	6.10
Portefeuille suisse:			
effets	36.70	36.—	38.20
rescriptions	1.—	1.—	1.—
Effets de la Caisse de prêts de la Confédération suisse	3.70	3.80	3.80
Avances sur nantissement	18.10	21.40	19.30
Billets en circulation	2167.20	2244.70	2188.—
Autres engagements à vue	1443.80	1377.50	1446.40
		(en pour cent)	
Couverture des billets en circu- lation par de l'or	166.09	161.42	165.88
Couverture des billets en circu- lation et des engagements à vue par de l'or	99.68	100.03	99.86

Les réserves-or se sont accrues de quelque 30 millions, tandis que les devises ont diminué de 12 millions environ. Une partie de l'augmentation de nos réserves métalliques est due à la transformation de devises en or, le solde provenant d'opérations habituelles avec d'autres banques centrales.

Parmi les autres postes du bilan, le seul qui ait subi une modification de quelque importance entre le 15 juillet et le 15 août a été la circulation fiduciaire qui a passé de 2167 millions à 2188 millions.

6. Sur ce problème, cf. E 2001 (E) 2/562.

A ce propos, il est intéressant, maintenant que les chiffres sont connus, de comparer l'évolution de la circulation fiduciaire des principales banques centrales au cours du premier semestre 1942. Le seul pays où les billets en circulation aient diminué du 1^{er} janvier au 31 juillet 1942 est la Suisse. Sans s'exagérer l'importance de ce fait, on peut du moins s'en réjouir. En Suède et au Danemark, l'augmentation a été minime. Les pays où la circulation fiduciaire s'est le plus rapidement accrue sont naturellement les pays occupés, soit la Belgique (17,1%), la France (14,4%), la Hollande (12,5%), ainsi que l'Amérique où l'augmentation a été de 15%; en Allemagne et en Angleterre, elle a été de 8,4% respectivement 6,8%.

Sur les différents marchés internationaux des devises, aucun fait saillant n'est à relever; sur le marché suisse de l'argent et des capitaux, rien à signaler, à part l'événement qui fait l'objet principal de ce rapport. Pour terminer, ajoutons à ce sujet que la suspension des ventes d'or par la Banque nationale a provoqué un regain d'intérêt pour les valeurs à revenu variable dont les cours ont été à la hausse pendant quelques jours, après une assez longue période de stagnation, voire même de dépression.

ANNEXE I

E 6100 (A) 21/1779

*Procès-verbal de la discussion du 5 août 1942
avec les banques au sujet du commerce de l'or⁷*

Der *Vorsitzende* verweist einleitend auf das den vertretenen Banken zugestellte Einladungsschreiben⁸, das über den Zweck der heutigen Aussprache kurz orientiert, und fügt dann folgendes bei:

Bis heute erfreute sich der Goldhandel in der Schweiz uneingeschränkter Freiheit. Ankauf und Verkauf, Import und Export waren frei. Barren und Münzen konnten bis jetzt, sei es für industrielle Zwecke, sei es für den Export, die Arbitrage oder die Thesaurierung, ohne irgendwelche Einschränkung Verwendung finden. Die Schweiz ist wohl das einzige Land auf der Welt, sicher aber in Europa, in dem der Goldhandel sich noch frei entfalten kann. In den meisten Ländern ist der Goldverkehr unterbunden, zum mindesten ist der Handel in Gold auf Regierung oder Notenbank beschränkt.

Bis jetzt hatte es die Nationalbank nicht für notwendig befunden, auf diesem Gebiete Massnahmen zu treffen; sie war vielmehr bestrebt, den freien Verkehr solange als möglich aufrechtzuerhalten, nicht zuletzt auch deshalb, um diese Verdienstquelle der Banken nicht ohne Not zum Versiegen zu bringen.

7. *Présidée par E. Weber, cette séance a lieu au siège de Zurich de la BNS et réunit les dirigeants suivants: E. Thomann, de Leu & Co, G. Renz, de la Banque commerciale de Bâle, A. Rasi, de la Banque fédérale, M. Golay, de la Société de Banque suisse, H. Grandjean, du Crédit suisse, E. Blessing, de la Banque populaire suisse, G. Curchod, de la Banque cantonale vaudoise, R. Pictet, de Lombard, Odier & Cie. Invités, les dirigeants de l'ASB sont retenus à Bâle par des séances du Bureau et du Conseil d'administration. La BNS est représentée par E. Weber, P. Rossy, F. Schnorf, G. Bachmann et E. Mosimann qui a rédigé ce procès-verbal dont un exemplaire est adressé au DFD le 10 août 1942.*

8. *Non retrouvé.*

Nun aber haben sich im Laufe des Krieges die Verhältnisse auf dem Gebiete des Goldhandels grundlegend geändert. Vor und noch zu Beginn des zweiten Weltkrieges hat bekanntlich das Gold eine unterschiedliche Beurteilung erfahren. Von verschiedener Seite wurde ihm der Charakter als Währungsbasis überhaupt abgesprochen. Von anderer Seite wurde die Meinung vertreten, das Gold werde später die Funktion als Währungsmetall zurückgewinnen. Sei dem, wie ihm wolle, Tatsache ist jedenfalls, dass wir für das Gold Verwendung haben, ja es für unsere Zahlungen nach dem Ausland dringend benötigen. Nachdem der Dollar als internationales Zahlungsmittel weitgehend ausgeschaltet worden ist, hat das Gold wieder in vermehrter Masse die Funktion eines internationalen Zahlungsmittels übernommen. Für den Zahlungsverkehr zwischen den Ländern, soweit ein solcher überhaupt noch besteht, wird heute vorzugsweise Gold verwendet. Im Handelsverkehr beispielsweise mit Rumänien, Ungarn, Portugal und der Türkei haben wir unsere Bezüge in Gold zu bezahlen. Nach Spanien müssen sehr erhebliche Frachtkredite von uns in Gold beschafft werden. Die Vornahme dieser Zahlungen mit Gold, das in den Vereinigten Staaten liegt, konnte bis jetzt nicht bewerkstelligt werden. Ja selbst für Zahlungen nach neutralen Ländern, wie Portugal und Spanien, ist das Gold in den Vereinigten Staaten nicht freigegeben worden, wobei allerdings zu sagen ist, dass diesen Ländern eine Zahlung in blockiertem Gold kaum mehr dienen würde. Die Goldabgaben für Zahlungen nach Portugal und Spanien erreichen aber respektable Beträge.

Daneben haben wir noch andere Verpflichtungen zu erfüllen: Ausländische Notenbanken unterhalten bei uns teilweise sehr grosse Guthaben, herrührend aus Importüberschüssen, die in Franken bezahlt wurden, oder aus Überweisungen, welche zu dem Zwecke vorgenommen wurden, in der Schweiz gewisse Frankenbestände als Währungsreserven zu unterhalten. Diese grossen Guthaben der ausländischen Notenbanken stellen aber bis zu einem gewissen Grade eine Hypothek auf unseren Goldbeständen dar. Es sind Sichtguthaben, deren Umwandlung in Gold wir nicht verweigern können.

Wir haben ferner für die Goldbedürfnisse der Industrie aufzukommen, sei es direkt oder durch Vermittlung der Banken. Und endlich hatten wir den Banken Goldbarren in nicht unerheblichem Ausmass für Arbitragezwecke zur Verfügung gestellt und ihnen ausserdem gemünztes Gold in Form von schweizerischen Zwanzigfrankenstücken abgegeben. Der Zweck dieser Goldabgaben bestand nun aber nicht etwa in der Befriedigung der Thesaurierungsbedürfnisse, sondern in der Verhinderung eines zu starken, vom währungspolitischen Standpunkt aus nicht zu begrüssenden Anstieges des Goldbarren- und Goldmünzenpreises in der Schweiz. Auch wollten wir den Banken das einträgliche Goldhandelsgeschäft nicht ohne weiteres unterbinden.

Nun haben aber in der letzten Zeit die Goldentnahmen bei der Notenbank Dimensionen angenommen, die zum Aufsehen mahnen. In den letzten zwölf Monaten hat die Nationalbank dem Markte für rund *nominell* 95 Millionen Franken schweizerische Goldmünzen zur Verfügung gestellt. Daneben wurden vom 1. Januar bis 22. Juli dieses Jahres den Banken für 48,5 Millionen Franken Goldbarren abgegeben. Mit den für industrielle Zwecke verkauften 6,9 Millionen Franken erreichen die Goldabgaben der Nationalbank innert Jahresfrist insgesamt rund 200 Millionen Franken.

Seit der Blockierung unserer Guthaben und unseres Goldes in den Vereinigten Staaten von Amerika im Juni 1941 verzeichnen wir wohl eine Erhöhung der im Ausland blockierten Währungsreserven, dagegen eine empfindliche Verminderung der im Inland liegenden Goldbestände. Diese Verminderung beläuft sich bereits auf über 100 Millionen Franken.

Der Grossteil unserer Goldreserven liegt im Ausland. Es ist dabei zu berücksichtigen, dass ein Teil unserer Währungsreserven, herrührend von der Aufnahme von Dollars oder Pfund Sterling, immer im Ausland gelegen hat. Sodann hat die Nationalbank unmittelbar vor und dann nach Kriegsausbruch aus Gründen, die Ihnen bekannt sein dürften, einen Teil ihrer Goldreserven in der Schweiz ins Ausland verbracht⁹. Da nun, wie bereits erwähnt, eine Transferierung von Gold aus den Vereinigten Staaten nach Europa von den amerikanischen Behörden nicht bewilligt wird, die Verwendung dieses Goldes auf die westliche Hemisphäre beschränkt ist, sind wir gezwungen, mit

9. Cf. DDS, vol. 13, table méthodique: IV.5. Trafic de l'or et des devises.

unseren in der Schweiz liegenden Goldbeständen sparsam umzugehen. Wir können deshalb Verluste, wie wir sie in den letzten Monaten erlitten haben, auf die Dauer nicht ertragen. Wir sind vielmehr der Auffassung, dass das in der Schweiz verfügbare Gold ausschliesslich in den Dienst unserer Lebensmittel- und Rohstoffversorgung gestellt werden muss. Die Nationalbank kann es nicht verantworten, weiterhin Gold für die Zwecke der Thesaurierung oder der Arbitrage zur Verfügung zu stellen und Gefahr zu laufen, nach einiger Zeit nicht mehr über die zur Bezahlung unserer lebensnotwendigen Importe nötigen Goldbestände verfügen zu können. Es stellt sich daher die Frage, wie den Goldbegehren, die sich in den letzten Tagen stark vermehrt haben (gestern verlangte man uns für insgesamt 2 Millionen Franken Gold), begegnet werden soll. Wir denken uns die Sache so:

Die Banken sollten unter den heutigen Umständen auf das Goldbarrengeschäft vollständig verzichten, dieses der Nationalbank ganz überlassen, um ihr so zu ermöglichen, eine mit der vorgeschriebenen Währungspolitik übereinstimmende Goldpreispolitik treiben zu können. Ein Ansteigen des Goldbarrenpreises in der Schweiz könnte die Nationalbank nicht zulassen.

Was das Goldmünzengeschäft anbetrifft, so empfiehlt Ihnen das Direktorium, hier die grösste Zurückhaltung zu üben. Die Nationalbank hat nicht die Absicht, die Abgabe von Goldmünzen vollständig zu sistieren, sie ist aber nicht in der Lage, Goldmünzen weiter in dem Umfange zur Verfügung zu stellen wie in den letzten Monaten und Wochen. Dabei hätte es ferner die Meinung, dass der Goldmünzenpreis nicht in die Höhe getrieben werden darf.

Herr *Grandjean* hat von den Mitteilungen des Vorsitzenden mit grossem Interesse Kenntnis genommen. Er ist überzeugt, dass die Banken Hand dazu bieten werden, damit unser Gold in erster Linie für die Bedürfnisse der Schweiz Verwendung findet.

Für die Banken ist es aber schwer, die Sachlage richtig zu beurteilen, da sie nicht wissen, wie die Goldbestände der Nationalbank, die insgesamt in der letzten Zeit eher zugenommen haben, sich auf In- und Ausland verteilen.

Dem Sprechenden ist aufgefallen, dass die Nationalbank vor zwei oder drei Jahren, als die Goldmünzen stark offeriert waren und im Kurse beträchtlich gefallen sind, die Gelegenheit nicht wahrgenommen hat, im Markte einzugreifen und die Goldmünzen aufzunehmen. Und als dann vor einem Jahre die Franzosen uns 100 Millionen Franken Gold offeriert hatten, das zu übernehmen die privaten Banken sich bereit erklärt hatten, machte die Nationalbank Schwierigkeiten. Der Sprechende ist der Auffassung, dass Notenbank und Banken sich hier verständigen sollten. Die Banken müssen wissen, welche Politik die Nationalbank betreiben will.

Der Hinweis im Einladungsschreiben, wonach das von der Nationalbank zur Verfügung gestellte Gold vornehmlich für die französische Kundschaft bestimmt sei, dürfte nach den Feststellungen des Sprechenden bei der Kreditanstalt in dieser absoluten Formulierung nicht ohne weiteres zutreffen. Von der Kreditanstalt aus sind keine 100 000 Franken Goldmünzen nach Frankreich gegangen. Wie weit die schweizerische Kundschaft thesauriert, ist schwer zu beurteilen, doch dürfte dies kaum in hohe Summen gehen. Ein grosser Teil des Goldes ging zweifellos nach Portugal und Rumänien und der Türkei zur Bezahlung der Importe nach der Schweiz.

Der *Vorsitzende* macht geltend, dass die Politik der Nationalbank nicht immer die gleiche sein kann. Sie hat sich nach den jeweiligen Verhältnissen zu richten. Die Nationalbank hat sich nicht von geschäftlichen, sondern von andern Überlegungen, die durch verschiedene Faktoren bestimmt werden, leiten zu lassen.

Über die Goldofferte Frankreichs war die Nationalbank deshalb nicht sehr erfreut, weil sie vorgezogen hätte, von Frankreich statt Gold Waren zu bekommen. Es konnte der Schweiz nicht dienen, nur Dollars und Gold einfliessen zu lassen und dadurch der Geldverflüssigung und Warennachfrage Vorschub zu leisten.

Im übrigen war es bis jetzt nicht möglich, zuverlässige Auskünfte darüber zu bekommen, wohin das von der Nationalbank verkaufte Gold geht. Wir konnten lediglich feststellen, dass der grösste Teil der verkauften Goldmünzen nach Genf ging.

Herr *Golay* ist persönlich der Auffassung, dass ein grosser Teil der von den Banken gekauften Goldmünzen der Thesaurierung durch die französische Kundschaft dient. Dabei ist allerdings zu beachten, dass das für diese Kundschaft gekaufte Gold in der Schweiz bleibt. Was im besonderen

die Goldbarrenbezüge anbelangt, so dürfte dieses Gold nicht für das Publikum bestimmt gewesen sein. Hier dürfte es sich, wie Herr Grandjean schon ausführte, vornehmlich um Warenzahlungen an andere Staaten handeln. Die vermehrte Nachfrage nach schweizerischen Goldmünzen ist wohl in erster Linie darauf zurückzuführen, dass die Napoléons rar geworden sind; dazu waren die schweizerischen Goldmünzen billiger zu haben. Der Sprechende ist nicht der Ansicht, dass der Preis der Goldmünzen einen Einfluss auf die Währung hat. Für die Währung ist vielmehr der Goldbarrenpreis bestimmend.

Solange man über die Gestaltung der Zahlungsbilanz der Schweiz, über die Goldvorräte der Nationalbank und ihre Verteilung auf In- und Ausland nicht näher orientiert ist, hält es schwer, sich ein zuverlässiges Urteil über die zu treffenden Massnahmen zu bilden. Auf alle Fälle wäre es gefährlich, wenn man den freien Goldhandel aufheben wollte. Gelingt es uns, auch auf diesem Gebiete die grösstmögliche Freiheit aufrechtzuerhalten, so wird das für unser Land bei der Ordnung der Verhältnisse nach dem Kriege zweifellos von grösstem Nutzen sein. Der Zeitpunkt für die Einführung von Beschränkungen wäre zudem schlecht gewählt. Man sollte deshalb darnach trachten, in der Aufrechterhaltung des freien Verkehrs solange wie möglich durchzuhalten.

Herr *Dr. Rossy* hat von den Mitteilungen der Vorredner mit grossem Interesse Kenntnis genommen. Die Auffassung des Herrn *Golay*, dass die schweizerischen Goldmünzen vorzugsweise für die französische Kundschaft bestimmt waren, wird durch die Beobachtungen der Nationalbank bestätigt. Fast die Hälfte des abgegebenen Goldes war für die Westschweiz bestimmt. Dabei ist nun aber zu bemerken, dass die Banken sich offenbar zu wenig Rechenschaft darüber gegeben haben, dass es nicht richtig ist, blockierte französische Guthaben in Gold umzuwandeln, das nachher in Safes verwahrt wird, deren Inhalt bekanntlich nicht unter die Blockierung fällt. Eine gewisse Unklarheit im Bundesratsbeschluss vom 6. Juli 1940 mag zu der vorschriftswidrigen Handhabung der Blockierung beigetragen haben¹⁰.

Demgegenüber wird von den Herren *Grandjean*, *Golay* und *Pictet* betont, dass das für die französische Kundschaft gekaufte Gold nicht in Safes, sondern in offenen Depots verwahrt wird, die ebenfalls unter die Blockierung fallen. Herr *Pictet* teilt im übrigen mit, dass die Goldverkäufe bei seiner Bank sehr gering waren.

Herr *Schnorf*: Wir haben bisher stets darnach getrachtet, womöglich ohne Devisenvorschriften auskommen zu können. Auch wir sind der Meinung, dass es ein Vorteil für die Schweiz ist, wenn sie den freien Zahlungs- und Goldverkehr weiterhin aufrechterhalten kann. Allein die Goldnachfrage hat in den letzten Wochen einen Umfang angenommen, der für uns das tragbare Mass überschritten hat. Die freiwillige Beschränkung der Geschäftstätigkeit im Landesinteresse bedingt eine enge Zusammenarbeit zwischen der Notenbank und den freien Banken. Diese Zusammenarbeit, die sich im Devisengeschäft bewährt hat, trotzdem die Notenbank unter dem Zwange der Verhältnisse von den Banken viele Angaben verlangen muss, ist auch auf anderen Gebieten notwendig. Es ist beispielsweise nicht richtig, dass man einem Ausländer ohne weiteres einen grossen Posten Tausendernoten gibt.

Wie kann die Zusammenarbeit auf dem Gebiete des Goldhandels vor sich gehen? Hier steht zur Diskussion der Verzicht auf den Goldbarrenhandel. Damit kann der ungesunden Preisgestaltung wohl am besten der Riegel gestossen werden. Sodann erhebt sich die Frage: wie können wir den Handel in Goldmünzen vermindern? Wäre das beispielsweise damit zu erreichen, dass man uns die Namen der Kunden angibt, für die die Goldmünzen bestimmt sind? Ist es logisch, dass wir Goldmünzen an Ausländer abgeben? Der Sprechende ist überzeugt, dass es nicht immer leicht sein wird, das Gold blockiert zu erhalten.

Der Warenverkehr mit Ungarn, Rumänien und der Türkei dürfte weitgehend auf dem Wege des Clearings bezahlt werden, sodass hiefür kaum erhebliche Goldbeträge nötig sein werden. Eine Ausnahme macht lediglich Portugal, dessen Exporte mit Gold bezahlt werden müssen.

Herr *Schnorf* stellt folgende Vorschläge zur Diskussion:

- a. Übertragung des Goldbarrenhandels ausschliesslich an die Nationalbank,

10. Cf. *DDS*, vol. 13, N° 336 et dans le présent volume, N° 389, note 6.

- b. Sistierung des Verkaufs von schweizerischen Goldmünzen an Ausländer,
- c. Verkauf von Goldmünzen an Inländer nur gegen Namensangabe.

Herr *Golay* ist bereit, mit der Nationalbank zusammenzuarbeiten. Allein die aufgeworfenen Fragen sind von solcher Tragweite, dass sie heute nicht sofort entschieden werden können.

Mit Bezug auf den Goldbarrenhandel sieht sich der Sprechende veranlasst, wegen der dem Bankverein angeschlossenen Usine de dégrossissage¹¹ Vorbehalte anzubringen. Im übrigen wiederholt er, dass der Goldmünzenpreis für die Währungspolitik keine bestimmende Rolle spielt, da es sich hier um eine ganze andere Ware handelt.

Herr *Golay* ist damit einverstanden, dass der Bundesratsbeschluss über die Blockierung der ausländischen Guthaben präzisiert wird. Man kann ausdrücklich verfügen, dass blockierte französische Guthaben nicht in Goldbarren umgewandelt werden können.

Herr *Curchod* orientiert über die Goldabgaben der Waadtländischen Kantonalbank, die sich nur in bescheidenem Rahmen bewegen. Der grösste Teil der verkauften Goldmünzen dürfte für die schweizerische Kundschaft bestimmt sein, bei der sich in der Tat ein gewisses Thesaurierungsbedürfnis geltend macht. Die in Betracht kommenden Beträge sind aber nicht so gross, dass sie zu Bedenken Anlass gäben. Das für die französische Kundschaft gekaufte Gold wird in blockierte Depots gelegt.

Herr *Curchod* empfiehlt, den Abgabepreis für die schweizerischen Goldmünzen zu erhöhen, um sie den Preisen für Napoléons anzupassen.

Herr *Grandjean* macht ebenfalls Vorbehalte hinsichtlich der Konzentrierung des Goldbarrenhandels bei der Notenbank. Das würde bedeuten, dass die Bestände der Banken auf den Preis von Fr. 4870.– je Kilogramm Feingold abgeschrieben werden müssten. Dagegen ist Herr *Grandjean* vollständig damit einverstanden, dass alles getan werden muss, um das Gold der Schweiz zu erhalten und dass die Banken die Nationalbank über die Bestimmung des bei ihr bezogenen Goldes orientieren. Ob dabei die Namen der Empfänger angegeben werden sollen, ist allerdings noch eine Frage, welche überlegt sein muss.

Die Goldbarrenbezüge der Kreditanstalt seit anfangs 1942 belaufen sich auf bloss eine halbe Million Franken, sind also unbedeutend. Das Goldmünzengeschäft ist für die Banken ein einträgliches Geschäft. Es wäre daher zu bedauern, wenn sie es nicht weiter tätigen könnten.

Der *Vorsitzende* betont, dass die Tendenz der Nationalbank immer dahin ging, den Banken das Geschäft nicht zu erschweren. Man muss sich jedoch vergegenwärtigen, dass ein Ansteigen des Goldpreises im Inland währungspolitisch unerwünschte Folgen zeitigte. Das Ausland wird die Situation ausnützen und Gold in der Schweiz zu den hohen Preisen abzusetzen suchen. Das bedeutet aber nichts anderes als eine Entwertung unserer Währung, was wir nicht zulassen könnten.

Herr *Schnorf*: Das Goldgeschäft kann von den Banken ohne Goldpreiserhöhung nicht weiter betrieben werden, wenn wir nicht fortfahren, Gold abzugeben. Entweder müssen sie das Geschäft einstellen oder dann für das Gold Phantasiepreise bezahlen.

Herr *Renz* wirft die Frage auf, ob es nicht möglich wäre, dass die Banken die Goldbarren zum Preise der Nationalbank handeln und sich lediglich darauf beschränken, für sich eine Courtage zu verlangen. Die Thesaurierung in der Schweiz besteht, aber sie wird leichter befriedigt, weil die Abgaben der Nationalbank die Nachfrage decken.

Der *Vorsitzende* stellt den Vorschlag zur Diskussion, der dahin geht, dass die Banken sich mit der Nationalbank über den Goldpreis verständigen und sich weiter darauf beschränken, Gold solange zu handeln, als Ware vorhanden ist, immer unter der Voraussetzung, dass der vereinbarte Preis nicht überschritten wird.

Herr *Grandjean* glaubt, dass die Banken sich dahin verständigen könnten, dass sie sich verpflichten, Goldbarren innert den Preisen von Fr. 4870.– und Fr. 4970.– zu handeln.

Herr *Richner* ist damit einverstanden, dass die Banken sich verpflichten, Goldbarren nicht über Fr. 4970.– zu verkaufen. Was die Goldmünzenabgabe anbetrifft, so hätte er ebenfalls gewisse Bedenken, die Namen der Kunden anzugeben. Im übrigen glaubt er, dass es angezeigt wäre, wenn die

11. Usine de dégrossissage de l'or et des métaux précieux à Genève.

Nationalbank den Abgabepreis für «Vrenelis» etwas höher ansetzen würde. Weiter wirft er die Frage auf, wie die Nationalbank es künftig mit der beschränkten Abgabe von Goldmünzen halten werde. Eine Kontingentierung könnte unter Umständen zu gewissen Ungerechtigkeiten führen.

Herr *Grandjean* wirft die Frage auf, ob die Banken sich, was die Goldmünzen anbetrifft, nicht dahin verständigen könnten, dass die schweizerischen Zwanzigfrankenstücke nicht über 31 Franken das Stück verkauft werden.

Demgegenüber opponiert Herr *Richner*, der erklärt, dass damit der Handel in schweizerischen Goldmünzen effektiv unterbunden und dem Schwarzhandel Vorschub geleistet würde.

Nach weiterer Diskussion erklären sich die Banken bereit, sich gegenüber der Nationalbank zu verpflichten:

- a. Goldbarren nicht über Fr. 4970.– je Kilogramm fein zu verkaufen,
- b. schweizerische Goldmünzen nicht ins Ausland zu spedieren,
- c. schweizerische Goldmünzen nicht gegen blockierte Guthaben von Ausländern zu verkaufen.

Herr *Golay* übernimmt es, die Angelegenheit bei der Schweizerischen Bankiervereinigung zur Sprache zu bringen und dafür zu sorgen, dass von dieser Seite der Nationalbank in Form eines Gentlemen Agreements eine verbindliche Erklärung abgegeben wird¹².

ANNEXE II

E 2001 (E) 2/560

Rapport de la Banque nationale

Copie

Confidentiel

[s.l., s. d.]

VOYAGE À LISBONNE ET À MADRID DU 12 AU 26 OCTOBRE 1942.

A. PORTUGAL.

J'ai été reçu au Banco de Portugal par son secrétaire général Mr Albin Cabral Pessoa avec lequel j'ai eu diverses conversations relatives à l'objet de ma mission. Ces entrevues m'ont conduit aux constatations suivantes:

1. Le Banco de Portugal a centralisé l'importation et l'exportation de l'or. Il n'est vendeur d'or que pour les besoins industriels mais pas au public ni aux banques, à l'exception toutefois de petits lingots d'un kilo qu'il cède au prix de 28 975 escudos¹³ par kilo d'or fin. En revanche le marché de l'or à l'intérieur reste libre.

12. A la suite de cette séance, l'ASB adresse le 14 août une circulaire à ses membres pour les informer des motifs de cette séance. A l'occasion de cet échange de vues, il fut constaté que ces fortes livraisons d'or de la part de l'Institut d'émission ne répondent pas aux intérêts de notre pays et il fut décidé, en vue d'éviter des mesures législatives, qui devraient sans cela être envisagées, de soutenir efficacement les efforts entrepris par la Banque Nationale, en vue d'endiguer le plus possible cette demande d'or (E 2001 (E) 2/560). Les directives citées dans la circulaire du DPF publiée ci-dessus sont énumérées.

Notamment pour les raisons expliquées dans la circulaire publiée ci-dessus et à cause des pressions croissantes des Alliés sur la place financière suisse, la BNS communique au DPF des informations. Ainsi, P. Rossy adresse une copie du rapport (publié ci-dessous en annexe II) de V. Gautier sur son voyage dans la Péninsule ibérique. Cette région joue un rôle spécifique dans les relations financières internationales, comme le montrent le document publié ci-dessus (annexe I) et le N° 81. Sur le voyage de Gautier, cf. E 2200 Lissabon 8/19.

13. En décembre 1942, 100 escudos s'échangent contre 18,10 francs suisses, cf. la notice du 19 janvier 1943 sur le cours moyen des devises en décembre 1942 (E 2001 (D) 2/281).

En raison de l'augmentation du revenu national dû aux circonstances, le Banco cherche des moyens d'atténuer la hausse des prix en réduisant les disponibilités des particuliers. Il envisage en outre la mise à disposition du marché d'une pièce d'or qui n'aurait pas de relation fixe avec l'escudo mais qui permettra au public la thésaurisation de l'or. Le Banco s'attend à ce que cette pièce soit très demandée et absorbe une partie de la capacité du marché portugais.

Mr Pessoa est sceptique quant au résultat d'une fixation de prix maximum pour les pièces d'or. A son avis une telle mesure ne fait qu'encourager le marché noir. Si l'on veut tenir les prix, il n'y a qu'un moyen, c'est de donner le contrôle absolu des entrées et des sorties à la banque d'émission.

2. En matière de devises le Banco cède tous les escudos destinés aux opérations contre documents et en outre il admet une mise à disposition de 100 mille escudos par banque et par semaine contre francs suisses aussi bien que contre \$ ou contre couronnes suédoises.

Pendant un certain temps cette tolérance a été réduite pour le franc suisse à 10 mille escudos par semaine et par banque et cela parce que les banques commerciales suisses faisaient acheter des escudos par toutes leurs succursales et agences jusqu'à la limite maximum. Maintenant la tolérance a été reportée de 10 mille à 100 mille escudos, mais chaque banque ne peut acheter qu'une fois le montant permis.

3. Le Banco de Portugal a déjà une forte proportion de ses réserves de l'autre côté de l'Atlantique. Il ne veut pas augmenter cette proportion craignant d'être coupé un jour de l'hémisphère ouest par les événements de guerre et de ne plus pouvoir disposer de ce qu'il ne possède pas dans son propre pays ou en Europe. Il n'est donc pas intéressé par l'or canadien que nous lui offrons. L'or de Buenos Aires¹⁴ en revanche pourrait l'intéresser. Toute la question sera étudiée par Mr Cabral avec son collègue Mr de Sousa, sous-gouverneur du Banco, qui était absent de Lisbonne au moment de mon passage dans cette ville. Mr Pessoa m'a assuré que cette étude se fera dans l'esprit le plus amical vis-à-vis de la Banque Nationale. Une décision sera sans doute prise vers le milieu de novembre et nous sera communiquée par lettre.

4. Le Banco de Portugal est d'accord de reprendre de nous plus de mille kilos d'or par mois si nous avons besoin d'un montant supplémentaire d'escudos. Il demande toutefois qu'il soit bien entendu que nos achats de leur devise n'aient lieu que pour des besoins suisses.

5. Le Portugal n'achète pas directement de l'or de la Reichsbank, en partie pour des raisons politiques, en partie, sans doute, pour des raisons de précaution juridique. Mais lorsque cet or a passé par nous, ces objections tombent. Il me semble qu'il y a là pour nous matière à réflexion¹⁵.

6. Le Banco de Portugal ne voit pas d'un œil particulièrement favorable l'activité en matière de devises de nos grandes banques. Il a l'impression qu'elles cherchent par tous les moyens à agir spéculativement au moyen des escudos qu'elles peuvent se procurer et qu'elles revendent ensuite à un cours supérieur au change officiel à des particuliers vendeurs de francs suisses.

Mr Pessoa affirme que le Banco fait toutes ses opérations par nous et n'a jamais pris part au trafic de monnaies d'or.

B. ESPAGNE.

J'ai vu à l'Instituto Espanol de Moneda Extranjera MM. Vila Carriz, directeur adjoint et Bermudez, fondé de pouvoirs, tous deux spécialement chargés des relations avec la Suisse. Le Directeur général, Mr Huete, se trouve à Buenos-Aires d'où il reviendra sous peu.

1. L'Instituto veut avoir tout son or en Espagne. L'or qu'il acquiert dans d'autres pays d'Europe est immédiatement rapatrié. Il ne veut pas d'or aux Etats-Unis ou au Canada. (Cette attitude, d'après notre Légation est due à la crainte de complications ou même de guerre au cas où les nations alliées s'avanceraient à travers l'Afrique du Nord et le Maroc français vers le Maroc espagnol.)

14. *Sur la gestion par la BNS de son dépôt d'or en Argentine, cf. E 2001 (D) 2/28.*

15. *Cf. DDS, vol. 15, table méthodique: III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne et, sur les réactions suisses à la déclaration des Nations unies de janvier 1943, cf. les documents 15 (note 3) et 73 (note 8). Cf. aussi E 2001 (E) 1967/113/436.*

750

2 SEPTEMBRE 1942

Il y a donc très peu de chances pour que l'Instituto soit disposé à accepter des barres à Montréal. Comme il a constamment besoin de pesos, il serait peut-être intéressé par nos eagles à Buenos-Aires, dans l'idée de les convertir en pesos après achat.

Dès le retour très prochain de Mr Huete, la question sera étudiée et Mr Vila qui viendra en Suisse vers le 15 novembre pour des négociations relatives aux arriérés dus par l'Espagne à notre pays¹⁶, nous apportera la réponse. Il me paraît certain qu'elle sera négative.

2. Le ralentissement des transports entre les Etats-Unis et l'Europe a pour conséquence que le crédit de transport n'a été utilisé jusqu'ici qu'à concurrence de 5¹/₄ millions de \$. D'autre part l'Espagne elle-même achète moins aux Etats-Unis et leur vend plus. Ses besoins en dollars sont donc très diminués. Il n'est pas certain que, même si les transferts à New York deviennent possibles, l'Instituto accepte à l'avenir un paiement en devise américaine.

3. La Banca d'España a fait une ou plusieurs opérations de monnaies d'or en Suisse par l'entremise du Bankverein¹⁷. Mr Vila l'avertira que ce genre d'affaires ne nous convient guère et m'a assuré qu'elles ne se renouvelleraient pas.

L'Instituto, d'après Mr Vila, ne travaille qu'avec nous.

16. *Sur ces négociations, cf. E 2001 (E) 2/604-606 et E 7110/1973/135/22-23, 26.*

17. *La Société de Banque Suisse, dont le Directeur général A. C. Nussbaumer est le Président du Comité Espagne de l'ASB, est particulièrement active en Espagne. Cf. DDS, vol. 13 (Nos 59 et 255) et dans le présent volume, table méthodique: 2.6.1. Espagne. Economie et transports.*